



Assemblée générale

Distr. limitée
3 juillet 2019
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session
Cinquième Commission
Point 150 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Projet de résolution déposé par la Présidente de la Commission
à la suite de consultations

Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions [45/258](#) du 3 mai 1991, [47/218 A](#) du 23 décembre 1992, [48/226 A](#) du 23 décembre 1993, [48/226 C](#) du 29 juillet 1994, [49/250](#) du 20 juillet 1995 et [50/221 B](#) du 7 juin 1996, la section I de sa résolution [55/238](#) du 23 décembre 2000, ses résolutions [55/271](#) du 14 juin 2001, [56/241](#) du 24 décembre 2001, [56/293](#) du 27 juin 2002, [57/318](#) du 18 juin 2003, [58/298](#) du 18 juin 2004, [59/301](#) du 22 juin 2005, [60/268](#) du 30 juin 2006, [61/279](#) du 29 juin 2007, [62/250](#) du 20 juin 2008, [63/287](#) du 30 juin 2009, [64/271](#) du 24 juin 2010, [65/290](#) du 30 juin 2011, [66/265](#) du 21 juin 2012, [67/287](#) du 28 juin 2013, [68/283](#) du 30 juin 2014, [69/308](#) du 25 juin 2015, [70/287](#) du 17 juin 2016, [71/295](#) du 30 juin 2017 et [72/288](#) du 5 juillet 2018 et ses autres résolutions pertinentes, ainsi que ses décisions 49/469 du 23 décembre 1994, 50/473 du 23 décembre 1995 et 72/558 du 5 juillet 2018,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018¹ et sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020², le rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020³ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴,

Jugeant qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies puisse réagir rapidement et déployer promptement une opération de maintien de la paix quand le

¹ [A/73/661](#) et [A/73/661/Add.1](#).

² [A/73/793](#).

³ [A/73/768](#).

⁴ [A/73/849](#).



Conseil de sécurité adopte une résolution à cet effet, soit dans un délai de 30 jours pour les opérations classiques et de 90 jours pour les opérations complexes,

Jugeant également qu'il importe d'assurer des services d'appui adéquats durant toutes les phases des opérations de maintien de la paix, y compris les phases de liquidation et de clôture,

Consciente que le montant inscrit au compte d'appui doit être grosso modo proportionnel aux mandats, au nombre, à la taille et à la complexité des missions de maintien de la paix,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020² et du rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit sur le projet de budget du Bureau des services de contrôle interne au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020³ ;

2. *Réaffirme* qu'il lui incombe d'analyser en profondeur et d'approuver les ressources humaines et financières et les politiques s'y rapportant pour assurer l'exécution efficace et économique de la totalité des activités et des programmes prescrits et l'application des politiques adoptées en la matière ;

3. *Réaffirme également* que la Cinquième Commission est celle de ses grandes commissions qui est chargée des questions administratives et budgétaires ;

4. *Réaffirme* les dispositions de l'article 153 de son Règlement intérieur ;

5. *Réaffirme* que le compte d'appui sert exclusivement à financer les ressources humaines et matérielles dont les services du Siège ont besoin pour appuyer les opérations de maintien de la paix et que cette règle ne saurait être modifiée sans son accord préalable ;

6. *Réaffirme également* que les services d'appui aux opérations de maintien de la paix doivent être convenablement financés et que les montants demandés à ce titre doivent être pleinement justifiés dans les projets de budget du compte d'appui ;

7. *Réaffirme en outre* qu'il faut que les opérations de maintien de la paix soient administrées et leurs finances gérées de manière efficace et rationnelle et demande instamment au Secrétaire général de continuer à chercher des moyens d'administrer le compte d'appui de façon plus productive et plus rationnelle ;

8. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les dispositions de ses résolutions [59/296](#) du 22 juin 2005, [60/266](#) du 30 juin 2006, [61/276](#) du 29 juin 2007, [64/269](#) du 24 juin 2010, [65/289](#) du 30 juin 2011, [66/264](#) du 21 juin 2012, [69/307](#) du 25 juin 2015 et [70/286](#) du 17 juin 2016 et de ses autres résolutions pertinentes soient appliquées intégralement ;

9. *Souscrit*, sous réserve des dispositions de la présente résolution, aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport⁴ et prie le Secrétaire général de veiller à ce qu'il y soit pleinement donné suite ;

10. *Décide* de maintenir, pour l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, le mécanisme de financement du compte d'appui utilisé pour l'exercice en cours, allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019, qu'elle a approuvé au paragraphe 3 de sa résolution [50/221 B](#) ;

11. *Réaffirme* que le recours aux consultants doit être limité au strict minimum et qu'il ne faut faire appel à leurs services qu'en cas de nécessité, et souligne que

l'Organisation doit mobiliser ses ressources internes pour les activités de base et les fonctions récurrentes devant être assurées à long terme ;

Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018

12. *Prend note* du rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018¹ ;

Prévisions budgétaires pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

13. *Approuve* l'inscription au compte d'appui, pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, d'un montant de 348 868 000 dollars des États-Unis, dont 19 376 900 dollars pour le progiciel de gestion intégré, 821 500 dollars pour le renforcement de la sécurité des systèmes informatiques, 868 500 dollars pour le projet de dispositif de prestation de services centralisée et 3 881 600 dollars pour la préparation des moyens de maintien de la paix et 20 803 300 dollars pour les frais de maintenance et d'assistance technique d'Umoja, montant qui couvrira 1 357 postes existants et 9 nouveaux postes temporaires, compte tenu de la suppression, du transfert, de la réaffectation et du reclassement ou du déclassement des postes indiqués à l'annexe I de la présente résolution, ainsi que les 59 emplois de temporaire existants, 3 nouveaux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) et 52 mois-personne visés à l'annexe II, et les dépenses connexes afférentes aux postes et aux autres objets de dépense ;

Modalités de financement des montants inscrits au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour les exercices allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

14. *Décide* que les montants inscrits au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 seront financés comme suit :

a) Le montant du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, soit 18 800 dollars, sera déduit de celui des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ;

b) Un montant total de 3 040 600 dollars correspondant aux intérêts créditeurs (1 152 200 dollars), à des recettes diverses (277 900 dollars), et à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (1 610 500 dollars), afférent à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018, sera déduit des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ;

c) Un montant de 1 973 400 dollars correspondant au reliquat du montant autorisé au titre du Fonds de réserve pour les opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2018 sera déduit des ressources à prévoir pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ;

d) Le solde de 343 835 200 dollars sera réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 ;

e) Le montant estimatif net des recettes provenant des contributions du personnel, soit 24 482 200 dollars, qui représente le montant de 25 317 800 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 diminué du montant de 835 600 dollars correspondant à l'écart négatif constaté pour l'exercice clos le 30 juin 2018, sera déduit du solde visé à l'alinéa d) ci-dessus, devant être réparti au prorata entre les budgets des opérations de maintien de la paix en cours.

Annexe I

A. Nouveaux postes devant être financés au titre du compte d'appui pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

Département/bureau	Unité administrative	Postes		Intitulé	Statut
		Nombre	Classe		
Département des opérations de paix					
Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e)/ Bureau du (de la) Directeur(trice) de la coordination et des services partagés	Section de la coordination pour les questions de sécurité	1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ve) (résilience des organisations)	Transformation d'un emploi de temporaire
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Bureau du (de la) Sous-Secrétaire général(e)	1	P-4	Spécialiste des questions relatives à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité (MINUSCA)	
	Section du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration	1	P-4	Spécialiste des politiques et de la planification (désarmement, démobilisation et réintégration) (MINUSCA)	
	Division de la police	1	P-4	Spécialiste des programmes de police (MINUSCA)	
Total partiel		4			
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget	Division des finances des missions	2	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Transformation d'un emploi de temporaire
Total partiel		2			
Bureau des services de contrôle interne					
Division de l'audit interne	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	2	P-4	Auditeur(trice) résident(e)	Transformation d'un emploi de temporaire
		1	P-3	Auditeur(trice) résident(e)	
Total partiel		3			
Total		9			

Note : Les fonctions qui s'attachent aux postes et l'unité de laquelle ils relèvent sont indiquées dans le rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/793) et mentionnées dans le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/73/849).

Abréviations : G(AC) : agent(e) des services généraux (Autres classes) ; MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

B. Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 : transferts, réaffectations et suppressions de postes

Transferts

*Département de l'appui opérationnel – Division de l'administration (New York)
– Service de l'appui aux clients au Siège*

Transfert de 2 postes d'assistant(e) chargé(e) des ressources humaines [G(AC)] du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/Bureau des ressources humaines

Bureau des services de contrôle interne – Division des investigations – Bureau de l'investigateur(trice) résident(e) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

Transfert de 2 postes d'enquêteur(trice) [1 poste d'enquêteur(trice) résident(e) (P-3) et 1 poste d'assistant(e) administratif(ve) (GN)] depuis le Bureau de l'investigateur(trice) résident(e) de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

Bureau des services de contrôle interne/Division de l'audit interne/Entebbe

Transfert d'un poste de chef des auditeurs résidents (P-5) depuis le Bureau de l'auditeur(trice) résident(e) de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (à partir de février 2020)

Réaffectations

Bureau des services de contrôle interne/Division de l'inspection et de l'évaluation/Entebbe

Réaffectation et reclassement d'un poste d'enquêteur(trice) résident(e) en chef (P-5) en un poste de spécialiste de l'évaluation (analyste de la gestion et des programmes) (P-4) de la Division des investigations/Bureau de l'investigateur(trice) résident(e) de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

Réaffectation d'un poste d'auditeur(trice) résident(e) (P-3) en un poste de spécialiste de l'évaluation (analyste de la gestion et des programmes) (P-3) de la Division de l'audit interne/Bureau de l'auditeur résident de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti (à partir de février 2020)

Reclassements et déclassements

Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité – Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget – Division des finances des missions

Reclassement d'un poste d'assistant(e) (budget et finances) [G(AC)] en poste d'assistant(e) principal(e) (budget et finances) [G(1°C)]

Suppressions

Bureau des services de contrôle interne – Division de l'audit interne – Bureau de l'auditeur résident de la Mission des Nations Unies pour l'appui à la justice en Haïti

Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (GN) à partir de février 2020

Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (SM)

Bureau de l'informatique et des communications – Service des solutions institutionnelles – Pôle applications – Asie

Suppression d'un poste d'assistant(e) administratif(ve) (assistance technique Inspira)
[G(AC)]

Abréviations : SM = agent(e) du Service mobile ; G(AC) : agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1°C) : agent des services généraux (1^{re} classe) ; GN : agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national.

Annexe II

Emplois de temporaire (autres que pour les réunions) devant être financés au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020

<i>Département/bureau</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Statut</i>
Département des opérations de paix					
Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e)/Bureau du (de la) Directeur(trice) de la coordination et des services partagés	Service administratif	1	P-4	Spécialiste des ressources humaines	Reconduction
		–	3 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
		–	3 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	Service des questions judiciaires et pénitentiaires	1	P-4	Spécialiste des affaires judiciaires	Reconduction
Division des politiques, de l'évaluation et de la formation	Service des politiques et des meilleures pratiques	1	P-3	Spécialiste des questions politiques (Action pour le maintien de la paix)	Nouveau
Total partiel		3			
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine					
Section de l'appui administratif		–	3 mois, 1 SM	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
		–	3 mois, 1 GN	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Total partiel		–			
Département de l'appui opérationnel					
Bureau des opérations d'appui	Division de la gestion des soins et de la sécurité et de la santé au travail	1	P-4	Médecin	Reconduction
	Division de l'administration des ressources humaines	10	P-3	Spécialiste des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction
		3	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines (groupes professionnels)	Reconduction
Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Division de l'appui au personnel en tenue	2	P-3	Spécialiste des finances et du budget	Reconduction
	Service de la facilitation des opérations et de la communication	1	G(AC)	Assistant(e) aux achats	Reconduction
Division de l'administration (New York)	Service des archives et de la gestion des dossiers	–	10 mois, 1 P-4	Spécialiste de la gestion de l'information	Reconduction
Total partiel		17			

<i>Département/bureau</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Statut</i>
Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité					
Bureau du (de la) Secrétaire générale adjointe	Service Partenaires	–	4 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
		–	4 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
	Groupe du contrôle hiérarchique	1	P-3	Juriste	Reconduction
Bureau de la planification des programmes, des finances et du budget	Division des finances	1	P-4	Fonctionnaire des finances (conventions comptables)	Reconduction
		1	G(AC)	Assistant(e) (prestations/assurances)	Reconduction
Bureau des ressources humaines	Division des stratégies et des politiques	1	P-4	Administrateur(trice) de programmes (parité des sexes)	Reconduction
		1	P-3	Spécialiste des ressources humaines (mobilité du personnel)	Reconduction
	Division du droit administratif/Service déontologie et discipline	1	P-3	Administrateur(trice) de programmes	Reconduction
Division de la transformation opérationnelle et des questions de responsabilité	Service de l'analytique et de la gestion de projets	1	P-4	Analyste de la gestion et des programmes	Reconduction
Total partiel		7			
Bureau de l'informatique et des communications					
Service des solutions institutionnelles	Pôle applications – Asie (Bureau de Bangkok)	1	P-4	Chef de projet (système de gestion des rations)	Reconduction
		1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (système de gestion des carburants)	Reconduction
	Pôle applications – Asie (Bureau de Bangkok)	1	P-3	Spécialiste des systèmes informatiques (progiciel de gestion de la relation client pour le suivi du matériel appartenant aux contingents)	Reconduction
Total partiel		3			
Bureau des services de contrôle interne					
Service administratif		–	4 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
		–	6 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Division des investigations	New York	1	P-4	Enquêteur(trice)	Reconduction
		2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction
		1	G(AC)	Assistant(e) administratif(ve)	Reconduction
	Nairobi	1	P-4	Enquêteur(trice)	Reconduction
		2	P-3	Enquêteur(trice)	Reconduction

<i>Département/bureau</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Statut</i>
	Entebbe	1	GN	Assistant(e) administratif(ve)	Reconduction
	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	2	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Reconduction
		1	GN	Assistant(e) administratif(ve)	Reconduction
	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	1	P-5	Enquêteur(trice) résident(e) en chef	Reconduction
		1	P-4	Enquêteur(trice) résident(e)	Reconduction
		2	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Reconduction
		1	GN	Assistant(e) administratif(ve)	Reconduction
	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	1	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Reconduction
	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	2	P-3	Enquêteur(trice) résident(e)	Reconduction
Division de l'audit interne	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali	1	P-4	Auditeur(trice) résident(e)	Reconduction
		1	P-3	Auditeur(trice) résident(e)	Reconduction
	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine	3	P-4	Auditeur(trice) résident(e)	Reconduction
		2	P-3	Auditeur(trice) résident(e)	Reconduction
Total partiel		26			
Cabinet du Secrétaire général					
		–	6 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Total partiel		–			
Bureau des services d'ombudsman et de médiation des Nations Unies					
	Bureau de l'ombudsman régional à Entebbe	2	P-4	Spécialiste du règlement des différends	Reconduction
Total partiel		2			
Bureau des affaires juridiques					
Division des questions juridiques générales	Groupe de l'administration de la justice	–	3 mois, 1 P-4	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Total partiel		–			
Département de la communication globale					
		–	1,5 mois, 1 P-3	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
		–	1,5 mois, 1 G(AC)	Remplacement de fonctionnaires en congé	Reconduction
Total partiel		–			

<i>Département/bureau</i>	<i>Unité administrative</i>	<i>Nombre</i>	<i>Classe</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Statut</i>
Département de la sûreté et de la sécurité					
Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e)	Service administratif	1	P-3	Fonctionnaire d'administration	Nouveau
		1	G(AC)	Assistant(e) chargé(e) des ressources humaines	Nouveau
Total partiel		2			
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme					
Division de l'action sur le terrain	Section de l'appui aux missions de paix (Addis-Abeba)	1	P-3	Spécialiste des droits de l'homme (Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine)	Reconduction
Division des activités thématiques, des procédures spéciales et du droit au développement	Section de la méthodologie, de l'éducation et de la formation (New York)	1	P-4	Spécialiste des droits de l'homme (exploitation et atteintes sexuelles)	Reconduction
Total partiel		2			
Total		62		Emplois de temporaire et 52 mois-personne (emplois dont la durée est inférieure à 12 mois)^a	

Note : Les fonctions qui s'attachent aux emplois de temporaire (autres que pour les réunions) et l'unité de laquelle ils relèvent sont indiquées dans le rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020 (A/73/793) et mentionnées dans le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/73/849).

Abréviations : SM = agent(e) du Service mobile ; G(AC) : agent(e) des services généraux (Autres classes) ; GN : agent(e) des services généraux recruté(e) sur le plan national.

^a Le nombre de mois-personne est indiqué dans la colonne Classe.